

Budget 2026 : affronter le capital !

Depuis plusieurs semaines, le débat budgétaire marque une intensification de l'affrontement de classe dans le pays. Dès le départ, la copie gouvernementale affichait clairement la couleur : poursuivre les cadeaux au capital, faire payer le monde du travail, nourrir le bellicisme par l'augmentation des dépenses d'armement.

Tout au long de ces premières semaines de débat, des points clés du budget de l'Etat et du budget de la Sécurité sociale ont été l'objet d'un débat vif, de la taxe Zucman - pourtant modeste - qui a mobilisé tout le CAC 40 contre elle et provoqué des divisions au sein même du patronat qui n'aura pu finalement tenir meeting commun jusqu'au débat à l'Assemblée ce jour sur le décalage de la réforme des retraites.

Dans une bataille budgétaire peu lisible pour nos concitoyens et concitoyennes, les communistes ont un rôle déterminant à jouer pour faire la clarté : sur le projet de classe du pouvoir, de la droite, leur action au service du capital ; sur l'imposture sociale de l'extrême droite unie au pouvoir, à la droite, par les liens sacrés du marché ; sur l'exigence de répondre aux urgences et d'un réel changement de politique par un pacte pour l'avenir de la France portant des objectifs ambitieux contre la vie chère, pour l'emploi, les salaires, les retraites, l'industrie, les services publics, la transition écologique dans la justice sociale, la paix ; et sur une double illusion, celle qu'une démission du Président de la République ou une dissolution résoudrait automatiquement le problème du pays ou celle de la possibilité d'un accord budgétaire en chambre répondant réellement aux exigences populaires.

Concernant la « suspension » de la réforme des retraites débattue le 12 novembre, celle-ci n'est malheureusement qu'un décalage de la réforme qui est de surcroît entérinée dans la lettre rectificative, permettant certes aux générations concernées de partir trois mois plus tôt mais que le pouvoir veut leur faire payer par le gel ou la sous-indexation des retraites dès l'année prochaine. C'est la raison pour laquelle nos parlementaires se sont opposés à la mesure et continuent de porter l'abrogation de la réforme. Cette position n'implique néanmoins en rien de vouer aux gémonies le PS et les Ecologistes qui ont quant à eux voté pour car ce serait contribuer à faire croire que le débouché du formidable mouvement social de 2023 se jouait uniquement sur ce vote alors que la bataille doit se poursuivre avec le plus grand nombre pour l'abrogation.

Les communistes portent une stratégie claire : tout faire pour arracher de réelles victoires au Parlement

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2529 – Jeudi 20 novembre 2025



et faire grandir un projet de société en rupture avec les impasses capitalistes, qu'elles soient néolibérales ou nationalistes, en faisant appel à l'intervention de la classe travailleuse.

C'est tout le sens du meeting national que nous tiendrons à Marseille avec Fabien Roussel dimanche 23

novembre prochain qui appelle une participation la plus large possible.

C'est tout le sens aussi de l'action de nos parlementaires, pleinement mobilisés dans la bataille budgétaire avec des propositions concrètes, telles la baisse de la TVA à 5,5% sur l'électricité et la définition de critères aux 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, propositions qu'ils portent dans le « tour de France du changement pour un budget populaire ».

C'est tout le sens encore des milliers d'actions de nous tous et toutes partout dans le pays que nous devons amplifier aux portes des entreprises, au porte-à-porte dans nos quartiers, dans tous les lieux de travail et de vie, pour faire massivement signer la pétition sur cet enjeu et débattre de nos propositions avec nos concitoyennes et concitoyens.

C'est tout le sens enfin de l'importance de travailler à la mobilisation la plus large possible pour la journée de grèves et de manifestations du 2 décembre prochain à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires et pour les manifestations de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien qui la précédera le 29 novembre prochain.

Alors que les choix budgétaires auront un impact important sur nos communes, en menant toutes ces actions ce sont également les élections municipales que nous préparons activement pour faire grandir le rapport de force pour des politiques publiques locales qui disposent des moyens nécessaires à la réponse aux besoins des habitants et des habitantes.

Ensemble, partout dans le pays, amplifions nos actions pour créer le rapport de force nécessaire à la résistance et à construction de l'alternative en France et dans le monde, pour prendre le parti du travail contre le capital, de la paix contre les bellicismes.■

Pour une école démocratique et égalitaire... défendre un service public national d'éducation

Sophia Chikirou, candidate à la mairie de Paris, annonce sa volonté de municipaliser les écoles primaires.

Cette annonce survient dans un contexte où les discours se multiplient pour évoquer une réduction du temps scolaire et une externalisation des enseignements... La convention du CESE voulue par Macron tente d'inscrire ces volontés dans une demande exprimée par les familles et les élèves eux-mêmes et à faire croire qu'elles sont les conditions d'une amélioration de l'école.

Le renoncement à un service public national d'éducation aurait pourtant d'évidentes conséquences que nous ne pouvons accepter.

Une fragilisation du système

Les difficultés rencontrées aujourd'hui par les municipalités, sur le plan des finances ou des ressources humaines, rendent déjà difficile l'organisation qualitative du périscolaire. La prise en charge de l'ensemble du service public d'éducation posera des difficultés plus grandes encore. Est-il raisonnable de prendre le risque d'une telle fragilisation ?

Certaines communes pourraient avoir le sentiment de leur capacité financière à assumer la municipalisation de l'école. Mais la dégradation constante de leur situation budgétaire pourrait conduire à une fragilisation capable de mettre en difficulté le fonctionnement même de l'école. Veut-on prendre le risque qu'une école communale puisse se retrouver en faillite ?

La porte ouverte à la marchandisation

Face aux difficultés organisationnelles, la tentation sera grande à déléguer le service public d'éducation par une mise en marché concurrentielle. Comment imaginer que cette marchandisation, soumise aux impératifs du profit économique et difficilement contrôlable dans ses activités, puisse venir améliorer la qualité de l'école ?

Un renforcement des inégalités

L'écart des ressources des municipalités créera aggrave de profondes inégalités territoriales. S'y ajoutera de fortes inégalités sociales : la mise en marché concurrentielle privant les familles aux revenus les plus modestes d'une part de l'offre. Veut-on davantage dégrader une mixité sociale déjà insuffisante dans l'école actuelle et renforcer des inégalités déjà fortement marquées ?

Une menace pour la culture commune

L'existence d'un service public national d'éducation se fonde dans la volonté d'une culture commune, porteuse des valeurs de la démocratie et fédératrice de la vie citoyenne. La fragmentation des offres conduira à une fragmentation des contenus d'enseignement voire à des tentatives de propagande ou de prosélytisme. Peut-on prendre un

tel risque dans un contexte où se multiplient les menaces contre les valeurs républicaines ?

Un danger pour la liberté pédagogique

Le cadre des programmes nationaux a permis aux enseignants de se libérer des emprises idéologiques que la bourgeoisie locale imposait à l'école du XIXe siècle. Si la politique ministérielle use trop souvent de stratégies autoritaristes, elles n'ont pas les mêmes effets que ceux d'une emprise locale plus fortement marquée par des enjeux éloignés des perspectives éducatives. Veut-on revenir à une époque où l'école devait se soumettre aux injonctions idéologiques et morales des notables locaux ?

Un risque pour les enseignant·es et les personnels

Les contraintes financières qui seront liées à la mise en œuvre d'un service municipal d'éducation ne constitueront pas un cadre de négociation statutaire favorable aux personnels. Il faut craindre qu'un nouveau statut augmente les horaires de service dans un cadre salarial révisé à la baisse. Dans une période où l'attractivité pour le métier enseignant connaît une grave crise, peut-on prendre le risque de l'aggraver davantage ?

Des cadeaux pour l'enseignement privé

La municipalisation de l'école conduira bien des maires à considérer à part égale les écoles publiques et privées de leur commune. Les évolutions de la législation n'ont cessé de favoriser le privé et nous en connaissons bien, désormais, les conséquences en termes de renforcement des inégalités. Voulons-nous leur offrir, avec des cadeaux supplémentaires, la possibilité de creuser davantage les écarts ?

Celles et ceux qui douteraient de ces effets, peuvent pourtant en voir l'exact déroulement dans l'évolution du système scolaire suédois qui, en trente ans, a perdu ses qualités égalitaires et dégradé le niveau de ses élèves, en déplaçant la responsabilité de l'État vers les municipalités !

C'est en accordant les moyens nécessaires à l'Éducation nationale et en concevant un projet politique délibérément marqué par la volonté de démocratiser l'accès aux savoirs et aux diplômes que nous pouvons améliorer l'école publique.

C'est pourquoi le PCF revendique la création de postes d'enseignants supplémentaires et l'attribution de moyens suffisants pour répondre aux besoins. Il en défend l'usage au service d'une école égalitaire et émancipatrice, dans un projet ambitieux d'élévation générale du niveau de connaissances et dans la perspective d'une culture commune permettant de conforter notre démocratie par l'exercice partagé de la vie citoyenne. ■

Tarbes

Un rassemblement citoyen pour le retour du service public ferroviaire



A l'appel du collectif « Osons le train », une centaine de citoyens, militants, élu(e)s se sont rassemblés devant la Préfecture des Hautes-Pyrénées pour exiger de l'État la réouverture de la ligne ferrée Mont-de-Marsan/Aire-sur-l'Adour/Riscle/Tarbes/Bagnères-de-Bigorre.

C'est la demande du retour d'un service public de mobilité de proximité vertueux écologiquement pour les voyageurs et marchandises qu'ont exprimée les citoyens présents.

Ce rassemblement constitue un point d'appui avec les milliers de signatures recueillies sur les pétitions pour se faire entendre de l'État lors d'une prochaine audience avec le Préfet des Hautes-Pyrénées.

Les luttes que mène le collectif « Osons le train » sont indispensables.

Là où les citoyens se mobilisent, il est possible de gagner des batailles comme par exemple avec la réouverture de la ligne ferrée entre Montréjeau et Luchon le 22 juin 2025.

Dans les Landes, un rassemblement devant la Préfecture le premier trimestre 2026 va se préparer. Un courrier va être adressé aux candidats aux élections municipales pour leur demander de soutenir l'exigence des milliers de signataires en faveur de cette réouverture de voie ferrée de Mont-de-Marsan à Bagnères-de-Bigorre.

Christian Duprat



La première aspiration d'un peuple est la maîtrise de son destin...

Sur la base du dernier sondage IPSOS concernant le premier tour des législatives, le RN obtiendrait avec 35% des voix au premier tour, dans tous les cas de figure, une majorité absolue très large au scrutin majoritaire à l'Assemblée Nationale.

De telles projections devraient être de nature à soutenir l'instauration de la proportionnelle pour dépasser le mode de scrutin majoritaire dont le PS et l'UMP ont longtemps profité, ainsi que les macronistes en 2017...

Mais ce que révèle surtout le sondage, c'est l'exaspération du peuple qui ne se retrouve plus dans le système politique actuel.

Cela devrait inciter la gauche, toute la gauche, à travailler à « l'unité du monde du travail pour la reconquête de son destin » au travers d'un projet humain, concret, en rupture avec le capitalisme et ancré dans les réalités du pays, dans les luttes sociales qui pourrait permettre, d'ici 2027, à la gauche de rassembler une majorité.■

Scénario 1

Alliance des gauches hors PS

- RN/UDR : 369
- LFI/PCF/ECO : 69
- ENS : 63
- LR : 38
- PS : 23
- LIOT : 15

Scénario 2

Alliance des gauches hors LFI

- RN/UDR : 369 sièges
- PS/PCF/ECO : 74 sièges
- ENS : 53 sièges
- LR : 37 sièges
- LFI : 29 sièges
- LIOT : 15 sièges

Scénario 3

Reconstruction du NFP

- RN/UDR : 341 sièges
- NFP : 94 sièges
- ENS : 68 sièges
- LR : 47 sièges
- LIOT : 16 sièges
- DVG : 11 sièges

Scénario 4

Union du bloc central, alliance des gauches sans LFI

- RN/UDR : 310 sièges
- EPR : 101 sièges
- PS/PCF/ECO : 67 sièges
- LR : 55 sièges
- LFI : 26 sièges
- LIOT : 18 sièges

Débat sur la laïcité



Les Premières Rencontres philosophiques autour du thème *"Et si la laïcité n'était pas qu'une affaire de religion ?"* organisées par l'UFAL ont réuni le jeudi 13 novembre à Soustons plus de 110 personnes ! Pour les 120 ans de la loi sur la séparation de l'Église et de l'État, les intervenants invités, le philosophe marxiste Henri Peña Ruiz et le sénateur communiste Pierre Ouzoulias, ont montré avec force arguments que la laïcité est un bien commun à défendre contre les forces conservatrices qui la remettent en question. Le lien avec la politique est une évidence quand les dogmes économiques et historiques veulent nous être imposés. La laïcité est un principe d'émancipation, c'est le souci de la promotion générale et non du particulier. Le débat a confirmé que ce combat est actuel, il embrasse les sujets au cœur de la société comme la souveraineté populaire, la remise en cause du néolibéralisme, la défense des services publics, la nécessité de s'affranchir des aliénations... Il a été rappelé ce que soulignait Jean Jaurès *"la République doit être laïque et sociale mais restera laïque car elle aura su être sociale !"*

Les communistes, nombreux ce soir là, ne peuvent que se reconnaître dans ce combat qui rejoint leurs actions et leurs idéaux de libération de l'homme de tout assujettissement.■

Gilles Figuières
Section PCF Tyrosse/Soustons



DUPLOMB CONTRE NATURE

...Elles travaillent par idéal/ Car elles n'ont dans leur labeur/ Ni la sécurité sociale/ Ni la semaine des quarante heures...Vss vss vss/ Vss vss vss/ Les abeilles/ Courageuses abeilles! Extrait de la chanson «Les abeilles» créée en 1951 par Bourvil (né André Raimbourg, 1917-1970). Journée noire pour les abeilles et la biodiversité. Malgré la mobilisation exceptionnelle des défenseurs de la nature aux côtés de POLLINIS (Organisation Non Gouvernementale indépendante) pour exhorter l'Assemblée nationale à s'opposer au retour des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles et les plus de 160.000 messages d'alerte envoyés aux députés ; Malgré le cri d'alarme d'agriculteurs, médecins, scientifiques, jusqu'aux experts du Conseil Scientifique du Plan gouvernemental en faveur des pollinisateurs, dont l'avis est pourtant directement sollicité par les ministères pour leur compétences sur le sujet, malgré cette vague massive de citoyens et citoyennes contre la ré-autorisation de ces pesticides bannis depuis 2018 en raison de leur toxicité avérée pour l'ensemble de la biodiversité, le lobby des pesticides a remporté la première manche. Mardi 08 juillet 2025, les députés ont adopté la loi Duplomb (Laurent, éleveur laitier, au conseil de surveillance de la marque Candia, représentant FNSEA, sénateur LR né le 24/10/1971 à Rive-de-Gier) à 316 voix pour et 223 contre, ouvrant la voie à de nouvelles dérogations pour l'acétamipride, dont les effets dévastateurs sur les colonies d'abeilles sont bien documentés. Ce vote marque le début d'un nouveau front face à l'irresponsabilité et au déni des dirigeants, qui ont tordu les principes démocratiques pour faire passer en force un texte de loi qui va perpétuer un modèle agricole dépendant de substances ultra-toxiques pour les abeilles et les pollinisateurs. Face aux lobbys et à leurs mensonges sur les néonicotinoïdes, répétés durant des mois au mépris de la science et de l'intérêt général, la petite équipe de POLLINIS, dont les actions sont exclusivement financées par les dons des citoyens, prépare la riposte en s'appuyant sur des juristes et avocats rompus aux batailles avec l'agrochimie. Elle se mobilise à nouveau contre les tueurs d'abeilles devant les tribunaux et maintient la pression sur les responsables politiques qui ont voté un texte contre leurs électeurs et contre les pollinisateurs dont le déclin joue au détriment des agriculteurs. La résistance citoyenne s'organise contre le retour des néonicotinoïdes en s'appuyant sur les 223 députés qui se sont élevés contre cette loi et ses mesures mortifères. Il s'agit d'alerter les médias et le grand public et de défendre partout où il le faudra les abeilles et la biodiversité qui en dépend, en saisissant les tribunaux pour défendre le droit fondamental des citoyens à refuser que des substances toxiques soient déversées dans nos territoires. Il faut contrecarrer les plans sordides des multinationales de l'agro-industrie et organiser une riposte citoyenne. Un autre modèle agricole est possible, sans faire de cadeaux aux firmes agrochimiques qui renforcent la dépendance des agriculteurs aux pesticides chimiques et accélèrent l'effondrement massif des abeilles et des pollinisateurs. Ce texte permet entre autres la réintroduction de l'acétamipride sur 500.000 hectares de cultures en France, sur les noisettes, asperges, cerises, pommes et sur les 400 000 hectares de betteraves sucrières. Près de 80 % de notre alimentation dépend des pollinisateurs, abeilles et insectes ailés, dont les populations pourraient disparaître en moins d'un siècle. Si rien n'est fait, ce sont des pans entiers de notre agriculture qui s'effondrent. C'est ce qu'une poignée de députés sont prêts à sacrifier pour perpétuer quelques années encore une agriculture sous la coupe des mastodontes de l'agrochimie. Il faut résister et nous battre. Plombam Duplomb (Plombons Duplomb) ■

Roger La Mougne